

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

COMpte DE CONCOURS FINANCIERS  
MISSION MINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

## PRÊTS À DES ÉTATS ÉTRANGERS





## NOTE EXPLICATIVE

---

La présente annexe au projet de loi de règlement est prévue aux 4° et 5° de l'article 54 de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Conformément aux dispositions de la LOLF, cette annexe présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens inscrits à un **compte de concours financiers**.

Elle comporte :

- les rapports annuels de performances (RAP) des programmes associés au compte ; ces RAP rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances (PAP) ayant accompagné la loi de finances pour 2022 ;
- le développement et la justification des recettes constatées pour le compte.

**Pour chacun des programmes du compte, la présente annexe :**

■ **Récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et les attributions de produits) en 2022 en les analysant par programme, action, titre et catégorie**

■ **Présente la consommation effective des crédits ouverts sur le programme, ainsi que les dépenses fiscales associées**

Les crédits consommés (autorisations d'engagement [AE] et crédits de paiement [CP]) sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories) ; les fonds de concours (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisés en 2022 sont précisés.

■ **Intègre le rapport annuel de performances (RAP) qui comporte les éléments suivants :**

- le bilan stratégique du programme ;
- les objectifs et indicateurs de performances : résultats attendus et obtenus, et analyse des résultats ;
- le tableau de suivi des CP associés aux AE ;
- la justification au premier euro (JPE) des mouvements de crédits et dépenses constatés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**.



## SOMMAIRE

---

|  |           |
|--|-----------|
| <b>MISSION : Prêts à des États étrangers</b>   | <b>7</b>  |
| Présentation du compte   | 8         |
| Équilibre du compte et recettes  | 9         |
| Récapitulation des crédits et des emplois  | 13        |
| <br>   |           |
| <b>PROGRAMME 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France</b> | <b>17</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 18        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 19        |
| 1 – <i>Permettre la réalisation de projets de développement durable dans les pays étrangers, faisant appel au savoir-faire français</i>  | 19        |
| 2 – <i>Engager au moins 55 % de financements climat chaque année</i>   | 20        |
| Présentation des crédits   | 21        |
| Justification au premier euro  | 24        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 24        |
| <i>Justification par action</i>  | 27        |
| 01 – <i>Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France</i>                      | 27        |
| <br>   |           |
| <b>PROGRAMME 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France</b>   | <b>29</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 30        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 32        |
| 1 – <i>Participer au rétablissement de la stabilité macroéconomique et à la création des conditions de la croissance des pays en développement</i>                               | 32        |
| Présentation des crédits   | 34        |
| Justification au premier euro  | 37        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 37        |
| <i>Justification par action</i>  | 39        |
| 01 – <i>Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France</i>                  | 39        |
| <br>   |           |
| <b>PROGRAMME 853 : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers</b>                            | <b>41</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 42        |
| Présentation des crédits   | 43        |
| Justification au premier euro  | 46        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 46        |
| <i>Justification par action</i>  | 49        |
| 01 – <i>Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers</i>                                       | 49        |
| <br>   |           |
| <b>PROGRAMME 854 : Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro</b>  | <b>51</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 52        |
| Présentation des crédits   | 53        |
| Justification au premier euro  | 55        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 55        |
| <i>Justification par action</i>  | 57        |
| 01 – <i>Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro</i>   | 57        |



MISSION  
**Prêts à des États étrangers**

---

## Présentation du compte

Ce compte de concours financiers est composé de quatre sections :

- Section n° 1 : « Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France » ;
- Section n° 2 : « Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France » ;
- Section n° 3 : « Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers » ;
- Section n° 4 : « Prêts aux États membres de la zone euro ».

La première section est :

- débitée du montant des prêts consentis à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France ;
- créditée des remboursements en capital sur les prêts ainsi consentis.

La deuxième section est :

- débitée des versements opérés par le gouvernement français en vertu des accords conclus avec les gouvernements étrangers portant consolidation des dettes de leur pays envers la France ;
- créditée des remboursements en capital effectués par les gouvernements étrangers.

La troisième section est :

- débitée du montant des prêts accordés à l'Agence française de développement pour des opérations de développement économique et social dans des États étrangers ;
- créditée des remboursements en capital effectués par l'Agence française de développement.

La quatrième section est :

- débitée du montant des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro en vue de favoriser la stabilité financière au sein de la zone euro ;
- créditée des remboursements en capital effectués par les États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro.

Nature des crédits inscrits : les programmes inscrits à ce compte sont dotés de crédits évaluatifs (article 24 de la LOLF).



## Équilibre du compte et recettes

### ÉQUILIBRE DU COMPTE

| Section / Programme   | Recettes                                     | Autorisations<br>d'engagement                | Crédits<br>de paiement                   | Solde                                      |
|---|--|--|--|--|
|   | <i>Prévision LFI</i>                         |  |  |  |
|   | <i>Exécution</i>                             |  |  |  |
| Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France       | 265 397 664<br>292 853 243                   | 1 500 000 000<br>1 173 873 163               | 311 302 572<br>298 993 610               | -45 904 908<br>-6 140 367                  |
| 851 - Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France |  | 1 500 000 000<br>1 173 873 163               | 311 302 572<br>298 993 610               |  |
| Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France   | 70 427 222<br>73 356 006                     | 224 028 997<br>10 931 903                    | 224 028 997<br>10 931 903                | -153 601 775<br>+62 424 103                |
| 852 - Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France   |  | 224 028 997<br>10 931 903                    | 224 028 997<br>10 931 903                |  |
| Section : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers                        | 211 500 000<br>211 500 000                   | 0<br>415 000 000                             | 190 000 000<br>605 000 000               | +21 500 000<br>-393 500 000                |
| 853 - Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers                            |  | 0<br>415 000 000                             | 190 000 000<br>605 000 000               |  |
| Section : Prêts aux États membres de la zone euro   | 570 242 247<br>1 140 484 494                 | 0<br>0                                       | 0<br>0                                   | +570 242 247<br>+1 140 484 494             |
| 854 - Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro  |  | 0<br>0                                       | 0<br>0                                   |  |
| <b>Total et solde</b>   | <b>1 117 567 133</b><br><b>1 718 193 743</b> | <b>1 724 028 997</b><br><b>1 599 805 066</b> | <b>725 331 569</b><br><b>914 925 513</b> | <b>+392 235 564</b><br><b>+803 268 230</b> |
| <b>Solde cumulé du compte depuis sa création</b>  |  |  |  | <b>-16 748 995 881</b>                     |

(+ : excédent ; - : charge)

### ANALYSE DES ÉCARTS ENTRE LE SOLDE PRÉVU ET LE SOLDE RÉALISÉ

#### Justification de l'écart entre le solde prévu et le solde réalisé au titre de la section n° 1

L'écart entre le solde prévu et le solde réalisé provient du niveau de dépenses exécutées, légèrement inférieur à la prévision. L'exercice de prévision des décaissements de crédits de paiement se fonde sur des hypothèses de rythme de mise en œuvre des projets qui peuvent être difficiles à prévoir, notamment dans le cas de très gros projets soumis à une part d'aléas et en particulier dans le contexte actuel.

#### Justification de l'écart entre le solde prévu et le solde réalisé au titre de la section n° 2

L'écart entre le solde prévu et le solde réalisé provient, à niveau de recettes encaissées proche de la prévision initiale, du faible montant de dépenses réalisées : la principale opération prévue initialement pour le refinancement découlant du traitement de la dette du Zimbabwe n'a pas pu intervenir, le Gouvernement n'ayant pas mené les réformes nécessaires à l'avancée des négociations avec les créanciers du Club de Paris.

**Prêts à des États étrangers**

Mission

Équilibre du compte et recettes

**Justification de l'écart entre le solde prévu et le solde réalisé au titre de la section n° 3**

L'écart entre le solde prévu et le solde réalisé provient des dépenses exécutées intégrant l'octroi de deux prêts à l'Ukraine pour 400 M€ et un prêt à la Moldavie pour 15 M€. Ces dépenses non prévisibles ont permis d'apporter un soutien d'urgence à ces deux pays impactés par la guerre sur leur territoire ou à leur frontière.

**Justification de l'écart entre le solde prévu et le solde réalisé au titre de la section n° 4**

L'écart entre le solde prévu et le solde réalisé provient, en l'absence de dépenses sur le programme 854, de l'encaissement anticipé en 2022 des recettes dont les échéances étaient prévues en 2023, en plus des recettes initialement prévues en 2022.

## RECETTES CONSTATÉES ET JUSTIFICATION DES ÉCARTS

| Section / Ligne de recette  | LFI                  | Exécution            | Écart à la prévision |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|
| Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France                       | 265 397 664          | 292 853 243          | +27 455 579          |
| 01 - Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 265 397 664          | 292 853 243          | +27 455 579          |
| Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France   | 70 427 222           | 73 356 006           | +2 928 784           |
| 02 - Remboursement de prêts du Trésor   | 70 427 222           | 73 356 006           | +2 928 784           |
| Section : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers  | 211 500 000          | 211 500 000          |                      |
| 03 - Remboursement de prêts octroyés par l'Agence française de développement  | 211 500 000          | 211 500 000          |                      |
| Section : Prêts aux États membres de la zone euro   | 570 242 247          | 1 140 484 494        | +570 242 247         |
| 04 - Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro   | 570 242 247          | 1 140 484 494        | +570 242 247         |
| <b>Total</b>  | <b>1 117 567 133</b> | <b>1 718 193 743</b> | <b>+600 626 610</b>  |

### Justification de l'écart entre le montant des recettes constatées et le montant des recettes prévues au titre de la section n° 1

Les recettes constatées sur la section « Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France » correspondent aux remboursements en capital effectués par les pays bénéficiaires et prennent en compte également les remboursements anticipés et les accords de consolidation et d'annulation.

Par rapport à la prévision de la LFI 2022 (265,4 M€), le montant des recettes constatées s'établit à 292,8 M€. Cet écart provient de remboursements anticipés de prêts.

### Justification de l'écart entre le montant des recettes constatées et le montant des recettes prévues au titre de la section n° 2

Les recettes sont constituées des remboursements en capital issus de restructurations réalisées par le passé et des remboursements réalisés par les pays débiteurs au moment de la mise en œuvre des opérations de refinancement.

L'écart entre la prévision (70,4 M€) et l'exécution (73,4 M€) provient (i) d'une part de la première phase de l'opération de refinancement du Suriname (accord du Club de Paris de juin 2022 et accord bilatéral de novembre 2022), qui n'avait pas été anticipée dans la prévision ; (ii) d'autre part, du remboursement avec retard du Vietnam (début 2022 pour une échéance due fin 2021) ; (iii) cela, malgré le fait que le Yémen n'ait pas honoré ses engagements en raison de difficultés économiques et financières liées au conflit en cours.

**Prêts à des États étrangers**

Mission

Équilibre du compte et recettes

**Justification de l'écart entre le montant des recettes constatées et le montant des recettes prévues au titre de la section n° 3**

Les recettes liées au remboursement anticipé de ressources à condition spéciale (RCS) sont conformes à la prévision.

**Justification de l'écart entre le montant des recettes constatées et le montant des recettes prévues au titre de la section n° 4**

Le doublement des recettes perçues en 2022 correspond au remboursement en capital en conformité avec l'échéancier complet de remboursement fourni par la Commission européenne pour 2022 (570,24 M€) et à l'encaissement anticipé des échéances prévues pour 2023 (570,24 M€), sur la demande de la Grèce et avec l'accord de l'Eurogroupe.

## Récapitulation des crédits et des emplois

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

#### Avertissement

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2022 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2022 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme<br>Crédits  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | ETPT * |
|---|-------------------------------|------------------------|--------|
| 851 – Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France |                               |                        |        |
| Prévision   | 1 486 520 000                 | 311 302 572            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>   | 1 500 000 000                 | 311 302 572            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>   | -13 480 000                   | 0                      |        |
| Exécution   | 1 173 873 163                 | 298 993 610            |        |
| 852 – Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France   |                               |                        |        |
| Prévision   | 63 586 729                    | 63 586 729             |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>   | 224 028 997                   | 224 028 997            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>   | -160 442 268                  | -160 442 268           |        |
| Exécution   | 10 931 903                    | 10 931 903             |        |
| 853 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers                            |                               |                        |        |
| Prévision   | 415 000 000                   | 605 000 000            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>   | 0                             | 190 000 000            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>   | 415 000 000                   | 415 000 000            |        |
| Exécution   | 415 000 000                   | 605 000 000            |        |
| 854 – Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro  |                               |                        |        |
| Prévision   | 0                             | 0                      |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>   | 0                             | 0                      |        |
| Exécution   | 0                             | 0                      |        |
| <b>Total Prévision</b>  | <b>1 965 106 729</b>          | <b>979 889 301</b>     |        |
| <b>Total Exécution</b>  | <b>1 599 805 066</b>          | <b>914 925 513</b>     |        |

\* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

## Prêts à des États étrangers

Mission | Récapitulation des crédits et des emplois

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i>   | Autorisations d'engagement   |                                | Crédits de paiement        |                            |
|---|------------------------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | 2021                         | 2022                           | 2021                       | 2022                       |
| 851 – Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 1 000 000 000<br>756 904 276 | 1 500 000 000<br>1 173 873 163 | 461 558 150<br>205 045 395 | 311 302 572<br>298 993 610 |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France            | 1 000 000 000<br>756 904 276 | 1 500 000 000<br>1 173 873 163 | 461 558 150<br>205 045 395 | 311 302 572<br>298 993 610 |
| 852 – Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France   | 554 744 526<br>0             | 224 028 997<br>10 931 903      | 554 744 526<br>0           | 224 028 997<br>10 931 903  |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France        | 554 744 526<br>0             | 224 028 997<br>10 931 903      | 554 744 526<br>0           | 224 028 997<br>10 931 903  |
| 853 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers                            | 0<br>0                       | 0<br>415 000 000               | 258 000 000<br>225 000 000 | 190 000 000<br>605 000 000 |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers                             | 0<br>0                       | 0<br>415 000 000               | 258 000 000<br>225 000 000 | 190 000 000<br>605 000 000 |
| 854 – Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro  | 0<br>0                       | 0<br>0                         | 0<br>0                     | 0<br>0                     |

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre   | Autorisations d'engagement                 |  | Crédits de paiement                        |  |
|---|--|--|--|--|
|   | 2021                                       | 2022   | 2021                                       | 2022                                     |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i>   |  |  |  |  |
| 851 – Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 1 000 000 000<br>756 904 276               | 1 500 000 000<br>1 173 873 163               | 461 558 150<br>205 045 395                 | 311 302 572<br>298 993 610               |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières  | 1 000 000 000<br>756 904 276               | 1 500 000 000<br>1 173 873 163               | 461 558 150<br>205 045 395                 | 311 302 572<br>298 993 610               |
| 852 – Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France   | 554 744 526<br>0                           | 224 028 997<br>10 931 903                    | 554 744 526<br>0                           | 224 028 997<br>10 931 903                |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières  | 554 744 526<br>0                           | 224 028 997<br>10 931 903                    | 554 744 526<br>0                           | 224 028 997<br>10 931 903                |
| 853 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers                            | 0<br>0                                     | 0<br>415 000 000                             | 258 000 000<br>225 000 000                 | 190 000 000<br>605 000 000               |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières  | 0<br>0                                     | 0<br>415 000 000                             | 258 000 000<br>225 000 000                 | 190 000 000<br>605 000 000               |
| 854 – Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro  | 0<br>0                                     | 0<br>0                                       | 0<br>0                                     | 0<br>0                                   |
| <b>Total</b>  | <b>1 554 744 526</b><br><b>756 904 276</b> | <b>1 724 028 997</b><br><b>1 599 805 066</b> | <b>1 274 302 676</b><br><b>430 045 395</b> | <b>725 331 569</b><br><b>914 925 513</b> |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières  | 1 554 744 526<br>756 904 276               | 1 724 028 997<br>1 599 805 066               | 1 274 302 676<br>430 045 395               | 725 331 569<br>914 925 513               |





PROGRAMME 851  
**Prêts du Trésor à des États étrangers en vue  
de faciliter la vente de biens et de services concourant  
au développement du commerce extérieur de la France**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Emmanuel MOULIN

Directeur général du Trésor

Responsable du programme n° 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France

Ce programme a pour objet la mise en œuvre d'une aide économique et financière destinée à financer des projets participant au développement économique de pays étrangers tout en faisant appel, pour leur réalisation, à des biens et services français. Ces financements sont de deux types :

- les prêts concessionnels, comptabilisés dans l'aide publique au développement et qui contribuent au renforcement de l'aide bilatérale française,
- les prêts directs (non concessionnels), depuis l'élargissement du dispositif par le décret n° 2015-726 du 24 juin 2015, disponibles dans des zones géographiques et pour des secteurs d'intervention plus étendus que les prêts concessionnels, mais à des conditions financières moins avantageuses pour les pays bénéficiaires.

Les entreprises françaises susceptibles d'exécuter ces projets disposent de technologies éprouvées ou de références internationales fortes.

Ces interventions répondent aux orientations de l'aide française, avec un accent mis tout particulièrement sur les objectifs de développement durable depuis 2015, dans les secteurs des transports, de l'environnement, de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement, de la gestion des déchets, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de la santé ou encore du numérique.

La trajectoire dynamique a été revue en 2022 avec une capacité d'engagement de 1,5 Md€ inscrite en loi de finances.

Compte tenu de la multiplicité des secteurs d'intervention, de la grande variabilité des budgets octroyés et des spécificités des pays aidés, il est difficile de définir des indicateurs représentatifs de la performance intrinsèque des projets. L'indicateur retenu intègre une évaluation de la performance dans la sélection des dossiers en amont. Il mesure la conversion de protocoles de prêts en contrats signés et par conséquent le niveau de décaissement des crédits engagés, chaque décaissement étant soumis au respect de critères prédéfinis lors de l'engagement des crédits (part française, adaptation du projet au besoin exprimé). Les services économiques se mobilisent pour faciliter la conclusion des contrats et la concrétisation des projets.

### RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

#### **OBJECTIF 1 : Permettre la réalisation de projets de développement durable dans les pays étrangers, faisant appel au savoir-faire français**

INDICATEUR 1.1 : Pourcentage de protocoles de prêt signés au cours de l'année n-2 ayant donné lieu à l'imputation d'un contrat dans les deux ans après la signature.

#### **OBJECTIF 2 : Engager au moins 55 % de financements climat chaque année**

INDICATEUR 2.1 : Pourcentage de projets engagés qui répondent à un objectif climatique (atténuation et/ou adaptation au changement climatique) au sens des marqueurs de Rio (en % des engagements totaux hors projets militaires)

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Permettre la réalisation de projets de développement durable dans les pays étrangers, faisant appel au savoir-faire français

### INDICATEUR

1.1 – Pourcentage de protocoles de prêt signés au cours de l'année n-2 ayant donné lieu à l'imputation d'un contrat dans les deux ans après la signature.

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Pourcentage de protocoles de prêt signés au cours de l'année n-2 ayant donné lieu à l'imputation d'un contrat dans les deux ans après la signature (mesuré l'année de l'imputation) | %     | 83,33               | 75                  | 75            | 77                  | 50            |

#### Commentaires techniques

Source des données : Secrétariat du comité interministériel d'aide-projet.

Mode de calcul : Au numérateur : nombre de protocoles signés l'année n-2 ayant donné lieu à l'imputation d'un contrat dans les deux ans à compter de sa date de signature. Au dénominateur : nombre de protocoles signés l'année n-2.

Explication sur la construction de l'indicateur : la période de deux ans a été choisie en référence au délai de validité des offres de financements concessionnels retenu dans le cadre de l'OCDE. L'indicateur de l'année n est disponible en début d'année n+1.

| Année « n » de l'indicateur  | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Nombre de protocoles de prêts signés en « n-2 » pris en compte par l'indicateur pour l'année « n » | 10   | 13   | 5    | 3    | 4    | 8    | 6    | 6    | 5    | 4    | 5    | 8    | 7    |

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Chaque engagement de financement pour un projet donne lieu à la signature d'un protocole de prêt entre la France et le pays bénéficiaire.

Dans une étape ultérieure, l'« imputation » du contrat matérialise l'accord intervenu entre les deux États parties prenantes afin d'utiliser les financements prévus pour la réalisation du projet de développement.

L'indicateur rend compte de la mobilisation effective des fonds correspondant aux engagements de financement signés.

Différents facteurs exogènes, indépendants de l'activité du programme (diligence de l'administration étrangère, évolution de la conjoncture économique dans les pays concernés, forte concurrence internationale, déroulement des procédures d'approbation locales, délais de passation des marchés, etc.) conditionnent pour une large part la concrétisation de ces décisions, notamment en termes de délais. Ces circonstances expliquent également la variabilité

## Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France

Programme n° 851 | Objectifs et indicateurs de performance

annuelle du nombre de projets concernés. Le levier d'action du responsable de programme réside dans la sélection, l'instruction et le suivi des projets.

Plus de 70 % des sept protocoles de prêts signés au cours de l'année 2020 ont donné lieu à l'imputation d'un contrat avant fin 2022. Cinq protocoles ont fait l'objet d'une imputation dans le délai requis, les deux autres n'ont toujours pas été imputés en raison de l'allongement de la durée des négociations des contrats commerciaux. Cet indicateur est stable par rapport aux années précédentes : sur les huit protocoles signés en 2019, six avaient été imputés dans le délai des deux ans (avant fin 2021).

### OBJECTIF

2 – Engager au moins 55 % de financements climat chaque année

### INDICATEUR

2.1 – Pourcentage de projets engagés qui répondent à un objectif climatique (atténuation et/ou adaptation au changement climatique) au sens des marqueurs de Rio (en % des engagements totaux hors projets militaires)

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Pourcentage de projets engagés qui répondent à un objectif climatique (atténuation et/ou adaptation au changement climatique) au sens des marqueurs de Rio (en % des engagements totaux hors projets militaires) | %     | Sans objet          | Sans objet          | 55            | 73                  | 55            |

#### Commentaires techniques

Source des données : secrétariat du comité interministériel d'aide-projet

Mode de calcul : Cet indicateur dépend en grande partie de la nature et du nombre de projets engagés chaque année. Il s'entend en excluant les éventuels projets militaires engagés sur l'année n-1.

Ratio : numérateur : nombre d'engagements liés au climat sur l'année n-1 ; dénominateur : nombre d'engagements totaux sur l'année n-1.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur a été introduit au PLF 2022 et sa cible a été atteinte avec 73 % du montant total des engagements octroyés répondant à un objectif climatique : atténuation et/ou adaptation au changement climatique (au sens des marqueurs de Rio).

## Présentation des crédits

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 7                              | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--------------------------------------|--------------------------------|---|
|  | Dépenses d'opérations<br>financières |                                |   |
|  | Prévision LFI 2022                   |                                |   |
|  | Consommation 2022                    |                                |   |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 1 500 000 000<br>1 173 873 163       | 1 500 000 000<br>1 173 873 163 | 1 500 000 000                             |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>1 500 000 000</b>                 | <b>1 500 000 000</b>           | <b>1 500 000 000</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |                                      |                                |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   | -13 480 000                          | -13 480 000                    |   |
| Total des AE ouvertes  | 1 486 520 000                        | 1 486 520 000                  |   |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>1 173 873 163</b>                 | <b>1 173 873 163</b>           |   |

#### 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 7                              | Total                      | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--------------------------------------|----------------------------|---|
|  | Dépenses d'opérations<br>financières |                            |   |
|  | Prévision LFI 2022                   |                            |   |
|  | Consommation 2022                    |                            |   |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 311 302 572<br>298 993 610           | 311 302 572<br>298 993 610 | 311 302 572                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>311 302 572</b>                   | <b>311 302 572</b>         | <b>311 302 572</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |                                      |                            |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   |                                      |                            |   |
| Total des CP ouverts   | 311 302 572                          | 311 302 572                |   |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>298 993 610</b>                   | <b>298 993 610</b>         |   |

**Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France**

Programme n° 851 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 7                                 | Total                         | Total                        |
|--|---|-------------------------------|------------------------------|
|  | Dépenses d'opérations financières       | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP              |
|  | Prévision LFI 2021<br>Consommation 2021 |                               |                              |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 1 000 000 000<br>756 904 276            | 1 000 000 000                 | 1 000 000 000<br>756 904 276 |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>1 000 000 000</b>                    | <b>1 000 000 000</b>          | <b>1 000 000 000</b>         |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>756 904 276</b>                      |                               | <b>756 904 276</b>           |

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 7                                 | Total                         | Total                      |
|--|---|-------------------------------|----------------------------|
|  | Dépenses d'opérations financières       | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP            |
|  | Prévision LFI 2021<br>Consommation 2021 |                               |                            |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France | 461 558 150<br>205 045 395              | 461 558 150                   | 461 558 150<br>205 045 395 |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>461 558 150</b>                      | <b>461 558 150</b>            | <b>461 558 150</b>         |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>205 045 395</b>                      |                               | <b>205 045 395</b>         |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                    |                     |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
|   | Consommées* en 2021        | Ouvertes en 2022     | Consommées* en 2022  | Consommées* en 2021 | Ouverts en 2022    | Consommées* en 2022 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 756 904 276                | 1 500 000 000        | 1 173 873 163        | 205 045 395         | 311 302 572        | 298 993 610         |
| Prêts et avances                            | 756 904 276                | 1 500 000 000        | 1 173 873 163        | 205 045 395         | 311 302 572        | 298 993 610         |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                |                            | <b>1 500 000 000</b> |                      |                     | <b>311 302 572</b> |                     |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2     |                            | -13 480 000          |                      |                     |                    |                     |
| <b>Total*</b>                               | <b>756 904 276</b>         | <b>1 486 520 000</b> | <b>1 173 873 163</b> | <b>205 045 395</b>  | <b>311 302 572</b> | <b>298 993 610</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                   |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres |
| 01/12/2022        |                            |               |                     |               |                            | 13 480 000        |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>13 480 000</b> |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                   |                     |               |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            |               |                     |               |                            | <b>13 480 000</b> |                     |               |

**Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France**

Programme n° 851 | Justification au premier euro

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>   | Autorisations d'engagement         |                                |                                | Crédits de paiement                |                            |                            |
|--|------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|  | Titre 2 *<br>Dépenses de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France |                                    | 1 500 000 000<br>1 173 873 163 | 1 500 000 000<br>1 173 873 163 |                                    | 311 302 572<br>298 993 610 | 311 302 572<br>298 993 610 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>   | <b>0</b>                           | <b>1 500 000 000</b>           | <b>1 500 000 000</b>           | <b>0</b>                           | <b>311 302 572</b>         | <b>311 302 572</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP   |                                    | -13 480 000                    | -13 480 000                    |                                    |                            |                            |
| Total des crédits ouverts  | 0                                  | 1 486 520 000                  | 1 486 520 000                  | 0                                  | 311 302 572                | 311 302 572                |
| <b>Total des crédits consommés</b>   | <b>0</b>                           | <b>1 173 873 163</b>           | <b>1 173 873 163</b>           | <b>0</b>                           | <b>298 993 610</b>         | <b>298 993 610</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés  |                                    | +312 646 837                   | +312 646 837                   |                                    | +12 308 962                | +12 308 962                |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 1 000 000 000        | 1 000 000 000        | 0                   | 311 302 572        | 311 302 572        |
| Amendements | 0                          | +500 000 000         | +500 000 000         | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>1 500 000 000</b> | <b>1 500 000 000</b> | <b>0</b>            | <b>311 302 572</b> | <b>311 302 572</b> |

Le montant inscrit au PLF a été abondé par un amendement du gouvernement de 500 M€ en AE, adopté par le Parlement pour tenir compte des projets identifiés à forte probabilité en 2022. Les crédits, initialement proposés à l'occasion du PLF pour un montant global de 1 Md€ n'étaient pas suffisants en raison de l'augmentation significative du volume des demandes de prêts nécessaires au financement des exportations d'entreprises françaises et en particulier de la demande des autorités égyptiennes pour le prêt relatif à la ligne 1 du métro du Caire.

#### JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

La prévision de dépenses ayant été révisée en cours d'année, 13,5 M€ d'AE ont été annulés en fin de gestion dans la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022.



**SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)**

| AE 2022  | CP 2022  |
|--|--|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>1 486 520 000</b>                                    | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>311 302 572</b>   |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>1 173 873 163</b>                                      | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>298 993 610</b>   |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                              | <i>dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022</i><br>(P3 = P2 - P4)<br><b>182 586 668</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>312 646 837</b> | <i>dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022</i><br>(P4)<br><b>116 406 942</b>                        |

**RESTES À PAYER**

|  |   |  |   |   |  |
|--|---|--|---|---|--|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>1 871 615 720</b>                 |   |  |   |   |  |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>0</b>  |   |  |   |   |  |
|  |   |  |   |   |  |
| <b>Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>1 871 615 720</b> | - | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>182 586 668</b> | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>1 689 029 052</b>   |  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>1 173 873 163</b>  | - | CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>116 406 942</b>                        | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>1 057 466 221</b>   |  |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>2 746 495 273</b>   |  |
|  |   |  |   |   |  |
|  |   |  |   | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>647 512 269</b>   |  |
|  |   |  |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>2 098 983 004</b> |  |

**NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2**

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

**Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France**

Programme n° 851 | Justification au premier euro

Échéancier prévisionnel (en M€) des crédits de paiement (CP) sur les autorisations d'engagement (AE) restant à couvrir au 31 décembre 2022 :

| AE restant à couvrir au 31/12/2022 | CP estimés en 2023 | CP estimés en 2024 | CP estimés en 2025 | CP estimés après 2025 |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|
| 2 746                              | 647                | 762                | 820                | 517                   |

Le volume des AE sur années antérieures non couvertes par des CP au 31 décembre 2022 correspond à la totalité des protocoles signés ; il s'agit d'un majorant de ce qui donnera effectivement lieu à crédits de paiement. Certaines offres de financement ne se concrétiseront pas, soit dans le cadre d'un financement lié parce que le contrat commercial aura été remporté par des industriels non français, soit de manière générale parce que l'État receveur aura choisi d'autres formes de financement (y compris banques de développement). De plus, après entrée en vigueur du prêt, certaines opérations pourront être abandonnées ou voir leur format réduit.

Par ailleurs, la plupart de ces opérations s'exécutent sur plusieurs années, ce qui explique l'importance du volant d'AE non couvertes par des CP.

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |               |                      | Crédits de paiement |               |                    |
|--|----------------------------|---------------|----------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total                | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>   |                            |               |                      |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>   |                            |               |                      |                     |               |                    |
| 01 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France |                            | 1 500 000 000 | <b>1 500 000 000</b> |                     | 311 302 572   | <b>311 302 572</b> |
|  |                            | 1 173 873 163 | <b>1 173 873 163</b> |                     | 298 993 610   | <b>298 993 610</b> |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement    |                      | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | 1 500 000 000                 | 1 173 873 163        | 311 302 572                   | 298 993 610        |
| Prêts et avances                            | 1 500 000 000                 | 1 173 873 163        | 311 302 572                   | 298 993 610        |
| <b>Total</b>                                | <b>1 500 000 000</b>          | <b>1 173 873 163</b> | <b>311 302 572</b>            | <b>298 993 610</b> |

Cette action unique finance des projets d'infrastructures dont la réalisation fait appel à des biens et services français.

En 2022, huit protocoles de prêts (quatre concessionnels et quatre directs) ont été signés avec six pays ; ils représentent un montant total de 1 180,5 M€ (891,5 M€ de prêts concessionnels et 289 M€ de prêts directs).

Le montant d'engagement présenté (1 173,9 M€ d'AE) résulte des engagements effectivement réalisés (1 180,5 M€), déduction faite de 6,6 M€ d'apurements de divers protocoles. En 2022, l'apurement réalisé correspond à l'annulation d'un protocole pour lequel les opérations ont été achevées avec un reliquat restant.

La consommation de CP représente 299 M€. Les principaux décaissements ont concerné les projets suivants : en Égypte, la fourniture de 55 trains pour la ligne 1 du métro du Caire (116 M€), en Côte d'Ivoire, les travaux préparatoires pour la ligne du métro (23 M€), au Vietnam, la ligne pilote de transport ferré urbain de Hanoï (16 M€), au Salvador pour le réseau d'adduction de Las Pavas (16 M€), en Mongolie, pour la création d'unités de secours aériens (14 M€).

Les écarts constatés entre la prévision et l'exécution s'expliquent par le fait que la concrétisation des intentions de financement liées à des opérations dans les États étrangers dépend de multiples facteurs exogènes (calendrier et priorités politiques du pays bénéficiaire, durée de la négociation, procédures de désignation des prestataires conformément aux règles locales, déroulement du projet lui-même, changement de la situation politique du pays) qui se répercutent sur les calendriers d'engagement et/ou de tirages.

---

**Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France**

---

Programme n° 851 | Justification au premier euro

En 2022, la part de l'encours des prêts présentant des retards de paiement dans l'ensemble de l'encours des prêts aux États étrangers est de 149,7 M€ sur environ 3 565 M€ d'encours global, soit 4,2 %. Ce ratio est en augmentation par rapport à celui de 2021 (3,23 %) et de 2020 (3,17 %).

Enfin, en 2022, plusieurs évaluations sur la part française ont été réalisées ou sont en cours de réalisation pour les projets suivants :

- le métro d'Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- l'aménagement d'une zone touristique en Ouzbékistan ;
- une évaluation sur l'éclairage au Sénégal ;
- une évaluation thématique sur des projets eau et assainissement.

PROGRAMME 852  
**Prêts à des États étrangers  
pour consolidation de dettes envers la France**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Emmanuel MOULIN

Directeur général du Trésor

Responsable du programme n° 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France

Le programme 852 mis en œuvre par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique participe à la politique transversale d'aide publique au développement (APD).

La France met en œuvre des traitements de dette en faveur des pays les moins avancés et des pays à revenu intermédiaire. D'un point de vue général, ces traitements sont décidés dans le cadre du Club de Paris. Le Club de Paris est un groupe informel de 23 pays créanciers souverains dont la présidence et le secrétariat sont assurés par la France depuis 1956. Il a pour but d'assurer une gestion ordonnée et transparente des problèmes d'endettement, par le biais d'une coordination approfondie entre les créanciers et les débiteurs, en relation étroite avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Les termes des restructurations décidés en Club de Paris sont ensuite transcrits en accord bilatéraux, les seuls juridiquement contraignants, afin de permettre leur mise en œuvre. Les traitements de dette contribuent à rendre soutenable la dette extérieure de ces pays ou à leur permettre de faire face à des crises de liquidité temporaires. Ils permettent aux pays les plus vulnérables de dégager des marges financières pour financer leur développement et la réalisation des Objectifs du développement durable (ODD).

À la fin des années 1990, la communauté internationale a estimé que le problème de l'endettement des pays en développement ne pourrait être résolu que de manière globale, en incluant les créanciers multilatéraux, jusque-là protégés par leur statut de créancier privilégié. L'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE) a été lancée en 1996 au sommet du G7 de Lyon. Cette action coordonnée de la communauté financière internationale, incluant des créanciers bilatéraux et les institutions multilatérales, visait à réduire à un niveau « soutenable » le poids de la dette extérieure de 39 pays éligibles.

La France procède, en outre, au-delà de l'effort accordé dans le cadre du Club de Paris, à des annulations bilatérales additionnelles (100 % d'annulation des créances d'APD pré et post date butoir dans le cadre des « Contrats de désendettement et de développement » – C2D – financés sur le programme 209 et 100 % d'annulation des créances non-APD pré-date butoir). Pour les pays non éligibles à l'initiative PPTE, la France peut également accorder des traitements de dette, conformément à l'approche d'Évian adoptée en 2003 par le Club de Paris. Celle-ci consiste, pour les pays confrontés à une dette non soutenable, en un traitement de la dette au cas par cas permettant de rétablir la viabilité de la dette. Ce traitement peut consister en un rééchelonnement non-concessionnel ou comporter des annulations de dette, selon l'analyse de la soutenabilité de la dette du pays concerné.

Dans ce contexte, le programme 852 retrace les prêts consentis dans le cadre d'accords de consolidation en vue du refinancement des prêts du Trésor, des prêts de l'Agence française de développement (AFD) et des échéances de prêts dues au titre de refinancements antérieurs.

En 2022, le traitement de la dette du Suriname par les créanciers du Club de Paris s'est concrétisé le 22 juin. La signature de l'accord bilatéral entre la France et le Suriname, le 11 octobre 2022, a permis de mettre en œuvre les recommandations du procès-verbal agréé en Club de Paris. La première tranche de l'opération de refinancement réalisée dans le cadre de cette restructuration (*via* le programme 852) a été versée le 30 novembre 2022, pour un montant de 10,93 M€.

La détérioration de l'indicateur de performance du programme, depuis quelques années, traduit la situation préoccupante en matière d'endettement de plusieurs pays ayant bénéficié de l'initiative PPTE.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Participer au rétablissement de la stabilité macroéconomique et à la création des conditions de la croissance des pays en développement**

INDICATEUR 1.1 : Pourcentage de pays dont la soutenabilité de la dette a été rétablie par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Participer au rétablissement de la stabilité macroéconomique et à la création des conditions de la croissance des pays en développement

### INDICATEUR

1.1 – Pourcentage de pays dont la soutenabilité de la dette a été rétablie par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Pourcentage de pays qui présentent un risque faible ou modéré de surendettement parmi les bénéficiaires d'un allègement de dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (indicateur restreint aux pays pour lesquels la France était l'un des cinq premiers créanciers) | %     | 54                  | 50                  | 54            | 46                  | 50            |

#### Commentaires techniques

Source des données : Rapports publics du Fonds monétaire international sur le résultat des analyses de soutenabilité de la dette des pays à faible revenu.

Mode de calcul : La soutenabilité de la dette des pays considérés est évaluée sur la base des analyses de soutenabilité de la dette réalisées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces analyses permettent de classer les pays en quatre catégories de risque de surendettement : fort, moyen, faible ou en situation de surendettement. Dans une vision prospective, on considère que le critère de soutenabilité est respecté pour les pays classés dans les catégories à risque faible de surendettement (aucun dépassement des plafonds d'endettement sur les 20 ans à venir) ou à risque moyen (dépassement des plafonds uniquement en cas de chocs exogènes). En revanche, un pays présentant aujourd'hui des ratios satisfaisants mais étant considéré comme à fort risque de surendettement (dépassement des seuils plafonds dans tous les scénarios étudiés) est considéré comme ne remplissant pas le critère de soutenabilité.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

À fin 2022, l'indicateur s'élevait à 46 % (soit 13 pays sur 28) contre 50 % en 2021. Le Burundi, le Cameroun, les Comores, la République du Congo, la Gambie, le Ghana, Haïti, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, la République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, le Tchad et la Zambie sont les pays bénéficiaires de l'initiative PPTTE pour lesquels la France comptait parmi les 5 premiers créanciers et qui étaient classés en risque élevé de surendettement ou étaient en situation de surendettement à fin 2022.

D'un point de vue général, parmi la trentaine de pays ayant bénéficié de l'initiative PPTTE, environ la moitié sont retombés en risque élevé ou en situation de surendettement. À plus long terme, cette dégradation est due à des facteurs conjoncturels, telle que la crise du Covid-19, la crise financière de 2008, à des événements climatiques et sécuritaires, ou encore à des dérapages budgétaires internes — des événements et évolutions sur lesquels notre politique de financement n'a que peu ou pas de prise. Par ailleurs, la vague d'endettement post-PPTTE est principalement le fait de créanciers privés (vague de sorties des pays en développement sur les marchés financiers internationaux dans un contexte de taux très faible sur la dernière décennie) et des créanciers bilatéraux émergents non membres du Club de Paris (Chine en tête), qui n'ont pas participé à l'initiative PPTTE.



Dans le même temps, depuis la mise en œuvre de l'initiative PPTE, les pays du G7 (et au-delà les créanciers du Club de Paris) et les institutions financières internationales ont pris des mesures pour éviter un réendettement démesuré des pays ayant bénéficié de l'initiative PPTE — à l'image par exemple de la règle implicite dite « doctrine Lagarde ».

**Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France**

Programme n° 852 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## Présentation des crédits

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 7<br>Dépenses d'opérations<br>financières | Total                                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|---|---|
|   |   |   |   |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers<br>et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France | 224 028 997<br>10 931 903                       | <b>224 028 997</b><br><b>10 931 903</b> | 224 028 997                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>224 028 997</b>                              | <b>224 028 997</b>                      | <b>224 028 997</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |   |   |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  | -160 442 268                                    | -160 442 268                            |   |
| Total des AE ouvertes   | 63 586 729                                      | 63 586 729                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>10 931 903</b>                               | <b>10 931 903</b>                       |   |

#### 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 7<br>Dépenses d'opérations<br>financières | Total                                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|---|---|
|   |   |   |   |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers<br>et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France | 224 028 997<br>10 931 903                       | <b>224 028 997</b><br><b>10 931 903</b> | 224 028 997                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>224 028 997</b>                              | <b>224 028 997</b>                      | <b>224 028 997</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |   |   |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  | -160 442 268                                    | -160 442 268                            |   |
| Total des CP ouverts  | 63 586 729                                      | 63 586 729                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>10 931 903</b>                               | <b>10 931 903</b>                       |   |

## Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 852

## 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 7                           | Total                         | Total              |
|--|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Dépenses d'opérations financières | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP    |
|  | Prévision LFI 2021                |                               |                    |
|  | Consommation 2021                 |                               |                    |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France | 554 744 526                       | 554 744 526                   | 554 744 526        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>554 744 526</b>                | <b>554 744 526</b>            | <b>554 744 526</b> |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>0</b>                          | <b>0</b>                      | <b>0</b>           |

## 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 7                           | Total                         | Total              |
|--|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Dépenses d'opérations financières | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP    |
|  | Prévision LFI 2021                |                               |                    |
|  | Consommation 2021                 |                               |                    |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France | 554 744 526                       | 554 744 526                   | 554 744 526        |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>554 744 526</b>                | <b>554 744 526</b>            | <b>554 744 526</b> |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>0</b>                          | <b>0</b>                      | <b>0</b>           |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement |                    |                     | Crédits de paiement |                    |                    |
|---|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|   | Consommées* en 2021        | Ouvertes en 2022   | Consommées* en 2022 | Consommés* en 2021  | Ouverts en 2022    | Consommés* en 2022 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 0                          | 224 028 997        | 10 931 903          | 0                   | 224 028 997        | 10 931 903         |
| Prêts et avances                            | 0                          | 224 028 997        | 10 931 903          | 0                   | 224 028 997        | 10 931 903         |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                |                            | <b>224 028 997</b> |                     |                     | <b>224 028 997</b> |                    |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2     |                            | -160 442 268       |                     |                     | -160 442 268       |                    |
| <b>Total*</b>                               | <b>0</b>                   | <b>63 586 729</b>  | <b>10 931 903</b>   | <b>0</b>            | <b>63 586 729</b>  | <b>10 931 903</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

**Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France**

Programme n° 852 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| 01/12/2022        |                            |               |                     |               |                            | 160 442 268        |                     | 160 442 268        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>160 442 268</b> |                     | <b>160 442 268</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| <b>Total général</b> |                            |               |                     |               |                            | <b>160 442 268</b> |                     | <b>160 442 268</b> |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action   | Autorisations d'engagement            |                           |                           | Crédits de paiement                   |                           |                           |
|--|---------------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
|  | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *           | Total<br>y.c. FdC et AdP  | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *           | Total<br>y.c. FdC et AdP  |
| <i>Prévision LFI</i><br>Consommation   |                                       |                           |                           |                                       |                           |                           |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution<br>d'accords conclus avec les<br>gouvernements étrangers et portant<br>consolidation des dettes de leur pays<br>envers la France |                                       | 224 028 997<br>10 931 903 | 224 028 997<br>10 931 903 |                                       | 224 028 997<br>10 931 903 | 224 028 997<br>10 931 903 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>   | <b>0</b>                              | <b>224 028 997</b>        | <b>224 028 997</b>        | <b>0</b>                              | <b>224 028 997</b>        | <b>224 028 997</b>        |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP   |                                       | -160 442 268              | -160 442 268              |                                       | -160 442 268              | -160 442 268              |
| Total des crédits ouverts  | 0                                     | 63 586 729                | 63 586 729                | 0                                     | 63 586 729                | 63 586 729                |
| <b>Total des crédits consommés</b>   | <b>0</b>                              | <b>10 931 903</b>         | <b>10 931 903</b>         | <b>0</b>                              | <b>10 931 903</b>         | <b>10 931 903</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés  |                                       | +52 654 826               | +52 654 826               |                                       | +52 654 826               | +52 654 826               |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 224 028 997        | 224 028 997        | 0                   | 224 028 997        | 224 028 997        |
| Amendements | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>224 028 997</b> | <b>224 028 997</b> | <b>0</b>            | <b>224 028 997</b> | <b>224 028 997</b> |

#### JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

La prévision de dépenses ayant été révisée en cours d'année, 160,4 M€ d'AE et de CP ont été annulés en fin de gestion dans la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022.

## Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France

Programme n° 852 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022   | CP 2022   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>63 586 729</b>  | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>63 586 729</b>   |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>10 931 903</b>  | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>10 931 903</b>   |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en<br>2022 sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>52 654 826</b> | dont CP consommés<br>en 2022 sur<br>engagements 2022<br>(P4)<br><b>10 931 903</b>               |

## RESTES À PAYER

|  |   |  |   |   |  |
|--|---|--|---|---|--|
| Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                     |   |  |   |   |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>0</b>   |   |  |   |   |  |
| <b>Engagements ≤ 2021 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2021 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>0</b></b> | – | CP consommés en 2022<br>sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>0</b>     |  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>10 931 903</b>   | – | CP consommés en 2022<br>sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>10 931 903</b>                  | = | Engagements 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>       |  |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2022<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>0</b></b> |  |
|  |   |  |   |   | Estimation des CP 2023<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>0</b>  |
|  |   |  |   |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2023<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |                           |   | Crédits de paiement |                           |   |
|--|----------------------------|---------------------------|---|---------------------|---------------------------|---|
|  | Titre 2                    | Autres titres             | Total                                   | Titre 2             | Autres titres             | Total                                   |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation  |                            |                           |   |                     |                           |   |
| 01 – Prêts résultant de l'exécution d'accords conclus avec les gouvernements étrangers et portant consolidation des dettes de leur pays envers la France |                            | 224 028 997<br>10 931 903 | <b>224 028 997</b><br><b>10 931 903</b> |                     | 224 028 997<br>10 931 903 | <b>224 028 997</b><br><b>10 931 903</b> |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | 224 028 997                   | 10 931 903        | 224 028 997                   | 10 931 903        |
| Prêts et avances                            | 224 028 997                   | 10 931 903        | 224 028 997                   | 10 931 903        |
| <b>Total</b>                                | <b>224 028 997</b>            | <b>10 931 903</b> | <b>224 028 997</b>            | <b>10 931 903</b> |

L'écart entre le montant des dépenses prévu en LFI et le solde exécuté provient essentiellement de l'opération de refinancement de la dette du Zimbabwe, qui n'a pas été réalisée en 2022 — le Gouvernement n'ayant pas donné les gages de réforme envisagées et nécessaires à l'avancée des négociations avec les créanciers du Club de Paris.

Par ailleurs, les négociations avec l'Éthiopie et la Zambie, au titre du Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'initiative de suspension de la dette décidé par le G20 et par le Club de Paris, n'ont pas avancé au rythme anticipé. S'agissant du Tchad, l'amélioration temporaire de la situation économique et financière du pays ne nécessite plus d'effort à court terme de la part des créanciers du Club de Paris.

Le montant de 10,9 M€ en dépenses sur le programme 852 correspond à la première des trois tranches prévues sur la période 2022-2024 au titre de l'opération de refinancement réalisée fin novembre 2022 suite au traitement de dette accordé au Suriname (accord du Club de Paris du 22 juin 2022 et accord bilatéral du 11 octobre 2022).





PROGRAMME 853  
**Prêts à l'Agence française de développement en vue  
de favoriser le développement économique et social  
dans des États étrangers**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Emmanuel MOULIN

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 853 : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers

Les dépenses du programme 853 contribuent, à travers le financement de l'Agence française de développement (AFD), à la mise en œuvre de l'aide économique et financière allouée par la France à des pays en développement.

Cette aide a notamment pour objectifs :

- le rétablissement ou le soutien de la stabilité macroéconomique des pays bénéficiaires ;
- la création des conditions de la croissance et de la réduction de la pauvreté dans ces pays.

Ce programme participe, par le biais du financement de l'AFD, à l'action de la France en matière d'aide économique et financière aux pays en développement. Il comporte une action unique par laquelle l'État octroie, à des termes très préférentiels, des prêts à l'AFD. Cette ressource à condition spéciale (RCS) permet à l'AFD d'octroyer des prêts concessionnels.

Cette ressource à condition spéciale (RCS) permet à l'AFD d'octroyer des prêts concessionnels à des États ou à des entités non souveraines dans les États étrangers, ou, ponctuellement, de mettre en œuvre pour le compte de l'État, des prêts à des institutions multilatérales.

Le programme 853, qui ne présentait plus de nouvelles autorisations d'engagement (AE) depuis 2019 en raison du traitement par le comptable national des prêts réalisés comme déficit public au sens du traité de Maastricht, a été utilisé en 2022 pour l'octroi de trois prêts en urgence à l'Ukraine et à la Moldavie.

Outre les programmes du présent compte de concours financiers, plusieurs autres programmes du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, relevant du budget général, participent à l'aide économique et financière au développement : le programme 110 « Aide économique et financière au développement » de la mission « Aide publique au développement », ainsi que le programme 114 « Appels en garantie de l'État » de la mission « Engagements financiers de l'État ». Par ailleurs, la mission « Aide publique au développement » comporte également le programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement », qui relève du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Dans la mesure où le programme 853 participe au financement d'instruments d'intervention similaires à ceux mis en place par l'AFD à partir du programme 110, voire dans certains cas cofinancés par le programme 110, ses performances ne peuvent être isolées. De ce fait les objectifs structurants définis dans le cadre du programme 110, ainsi que les indicateurs de performance correspondants, sont communs aux deux programmes et intégrés en totalité dans les projets et rapports annuels de performances du programme 110.

## Présentation des crédits

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 7<br>Dépenses d'opérations<br>financières | Total                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|-------------------------|---|
|   |   |                         |   |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers | 415 000 000                                     | 0<br><b>415 000 000</b> | 0<br><b>0</b>                             |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>                | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |   |                         |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  | +415 000 000                                    | +415 000 000            |   |
| Total des AE ouvertes   | 415 000 000                                     | 415 000 000             |   |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>415 000 000</b>                              | <b>415 000 000</b>      |   |

#### 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 7<br>Dépenses d'opérations<br>financières | Total                             | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|-----------------------------------|---|
|   |   |                                   |   |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers | 190 000 000<br>605 000 000                      | 190 000 000<br><b>605 000 000</b> | 190 000 000<br><b>190 000 000</b>         |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>190 000 000</b>                              | <b>190 000 000</b>                | <b>190 000 000</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |   |                                   |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  | +415 000 000                                    | +415 000 000                      |   |
| Total des CP ouverts  | 605 000 000                                     | 605 000 000                       |   |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>605 000 000</b>                              | <b>605 000 000</b>                |   |

**Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers**

Programme n° 853 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 7<br>Dépenses d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|--------------------------|
|   |   |   |                          |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers |   | 0   | 0                        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>0</b>  |   | <b>0</b>                 |

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 7<br>Dépenses d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|---|---|----------------------------|
|   |   |   |                            |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers | 258 000 000<br>225 000 000                      | 258 000 000                               | 258 000 000<br>225 000 000 |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>258 000 000</b>                              | <b>258 000 000</b>                        | <b>258 000 000</b>         |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>225 000 000</b>                              |   | <b>225 000 000</b>         |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement    |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|------------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2021     | Ouvertes<br>en 2022 | Consommées*<br>en 2022 | Consommées*<br>en 2021 | Ouverts<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2022 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 0                          | 0                   | 415 000 000            | 225 000 000            | 190 000 000        | 605 000 000           |
| Prêts et avances                            | 0                          | 0                   | 415 000 000            | 225 000 000            | 190 000 000        | 605 000 000           |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                |                            | <b>0</b>            |                        |                        | <b>190 000 000</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2     |                            | +415 000 000        |                        |                        | +415 000 000       |                       |
| <b>Total*</b>                               | <b>0</b>                   | <b>415 000 000</b>  | <b>415 000 000</b>     | <b>225 000 000</b>     | <b>605 000 000</b> | <b>605 000 000</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 16/08/2022        |                            | 315 000 000        |                     | 315 000 000        |                            |               |                     |               |
| 01/12/2022        |                            | 100 000 000        |                     | 100 000 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>415 000 000</b> |                     | <b>415 000 000</b> |                            |               |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            | <b>415 000 000</b> |                     | <b>415 000 000</b> |                            |               |                     |               |

## Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers

Programme n° 853 | Justification au premier euro

# Justification au premier euro

## Éléments transversaux au programme

### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>                                    | Autorisations d'engagement            |                    |                          | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *    | Total<br>y.c. FdC et AdP | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers |                                       | 415 000 000        | 0<br>415 000 000         |                                       | 190 000 000<br>605 000 000 | 190 000 000<br>605 000 000 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>0</b>           | <b>0</b>                 | <b>0</b>                              | <b>190 000 000</b>         | <b>190 000 000</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +415 000 000       | +415 000 000             |                                       | +415 000 000               | +415 000 000               |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 415 000 000        | 415 000 000              | 0                                     | 605 000 000                | 605 000 000                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>415 000 000</b> | <b>415 000 000</b>       | <b>0</b>                              | <b>605 000 000</b>         | <b>605 000 000</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       |                    |                          |                                       |                            |                            |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |               |          | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|---------------|----------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres | Total    | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 0             | 0        | 0                   | 190 000 000        | 190 000 000        |
| Amendements | 0                          | 0             | 0        | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>      | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>190 000 000</b> | <b>190 000 000</b> |

### JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les crédits du programmes 853 étant évaluatifs, des dépenses nouvelles en AE et en CP pour le versement de trois prêts urgents à l'Ukraine et à la Moldavie, en dépassement de l'ouverture de crédits de paiement en loi de finances initiale, ont successivement fait l'objet d'ouvertures de crédits dans les lois de finances rectificatives n° 2022-1157 du 16 août 2022 (315 M€ en AE et CP) et n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 (100 M€ en AE et CP).

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022  | CP 2022   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>415 000 000</b>                            | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>605 000 000</b>  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>415 000 000</b>                              | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>605 000 000</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>190 000 000</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>415 000 000</b>                        |

## RESTES À PAYER

|  |   |  |   |   |
|--|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>1 994 965 822</b>                 |   |  |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>0</b>  |   |  |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>1 994 965 822</b> | – | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>190 000 000</b> | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>1 804 965 822</b>   |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>415 000 000</b>  | – | CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>415 000 000</b>                        | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>1 804 965 822</b>   |
|  |   |  |   | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>150 000 000</b>   |
|  |   |  |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>1 654 965 822</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

---

**Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers**

---

Programme n° 853 | Justification au premier euro

Les prêts de l'AFD aux pays en développement sont décaissés plus ou moins rapidement en fonction de l'avancée concrète des projets (études préalables, avancée des travaux, etc.). Les crédits budgétaires du programme 853 sont versés selon le rythme de décaissement de l'AFD et correspondent aux prévisions d'avancement des projets sur le terrain.



## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers

| Action / Sous-action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i>  | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |                            |  |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|----------------------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres              | Total                                    |
| 01 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers |                            | 415 000 000   | <b>415 000 000</b> |                     | 190 000 000<br>605 000 000 | <b>190 000 000</b><br><b>605 000 000</b> |

Cette action unique du programme correspond à la mise à disposition de l'AFD, par la direction générale du Trésor, d'une ressource très concessionnelle, la ressource à condition spéciale (RCS), sous forme de prêts classiquement d'une durée de 30 ans dont 10 ans de différé du remboursement du principal et assortis d'un taux d'intérêt de 0,25 %.

L'AFD utilise les crédits du programme 853 conjointement avec les crédits du programme 110 « Aide économique et financière au développement » du budget général pour octroyer à la fois des prêts souverains et non souverains concessionnels.

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières |                               | 415 000 000        | 190 000 000                   | 605 000 000        |
| Prêts et avances                            |                               | 415 000 000        | 190 000 000                   | 605 000 000        |
| <b>Total</b>                                |                               | <b>415 000 000</b> | <b>190 000 000</b>            | <b>605 000 000</b> |

Les dépenses d'opérations financières exécutées en 2022 s'élèvent à 415 M€ en AE et 605 M€ en CP.

Elles sont principalement constituées de deux prêts exceptionnels à l'Ukraine pour 400 M€ en AE et en CP ainsi que d'un prêt à la Moldavie pour 15 M€ en AE et en CP.

Ces dépenses s'ajoutent aux 190 M€ en CP prévus en LFI afin de bonifier les décaissements de prêts aux États étrangers pour les prêts octroyés avant 2019 qui ont été adossés à de la ressource RCS. Ces crédits correspondent à des prêts très concessionnels octroyés par l'AFD à des pays en développement.



PROGRAMME 854  
**Prêts aux États membres de l'Union européenne  
dont la monnaie est l'euro**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Emmanuel MOULIN

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 854 : Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro

Ce programme, créé par la loi n° 2010-463 du 7 mai 2010 de finances rectificative (LFR) pour 2010, correspond à la quatrième section du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ». L'objectif de ce programme consiste à assurer la stabilité financière de la zone euro grâce à des prêts bilatéraux consentis par la France à un autre État membre de la zone euro.

Ce programme a été mis en place en mai 2010 pour accorder des prêts bilatéraux à la Grèce (16,8 Md€ d'AE votées en LFR pour 2010, dont 11,4 Md€ effectivement déboursés). Il ne devrait plus être sollicité à l'avenir, du fait de la mise en place du Fonds européen de stabilité financière (FESF) en mai 2010, puis du Mécanisme européen de stabilité (MES) en octobre 2012, chargés de mobiliser des ressources financières et de fournir, sous une stricte conditionnalité adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi, un soutien à la stabilité de ses membres qui connaissent, ou risquent de connaître, de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble ou de ses États membres.

L'action du FESF et du MES s'est substituée aux prêts bilatéraux du programme. Le programme de prêts bilatéraux est donc interrompu depuis décembre 2011 et aucun nouveau décaissement de prêt n'a été effectué depuis 2012.

Le remboursement en capital de la Grèce a débuté en 2020 et s'est poursuivi en 2021 et 2022, pour un montant cumulé de 1 735 M€ (dont 1 140,5 M€ sur l'année 2022). Un mouvement correspondant en recettes a donc été enregistré en 2022.

## Présentation des crédits

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                       | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|----------|---|
|   |          |   |
| 01 – Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro | 0        | 0   |
|   | 0        |   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  |          |   |
| Total des AE ouvertes   | 0        |   |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>0</b> |   |

#### 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                       | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|----------|---|
|   |          |   |
| 01 – Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro | 0        | 0   |
|   | 0        |   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  |          |   |
| Total des CP ouverts  | 0        |   |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>0</b> |   |

**Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro**

Programme n° 854 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

**2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS****2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                       | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|--------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i>   |   |                          |
| <i>Consommation 2021</i>  |   |                          |
| 01 – Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro | 0   | 0                        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des AE consommées</b>  |   | <b>0</b>                 |

**2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT**

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                       | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|--------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i>   |   |                          |
| <i>Consommation 2021</i>  |   |                          |
| 01 – Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro | 0   | 0                        |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des CP consommés</b>   |   | <b>0</b>                 |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action  | Autorisations d'engagement            |                 |                          | Crédits de paiement                   |                 |                          |
|---|---------------------------------------|-----------------|--------------------------|---------------------------------------|-----------------|--------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres * | Total<br>y.c. FdC et AdP | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres * | Total<br>y.c. FdC et AdP |
| <i>Prévision LFI</i><br>Consommation  |                                       |                 |                          |                                       |                 |                          |
| 01 – Soutien financier aux États membres<br>de l'Union européenne dont la monnaie<br>est l'euro |                                       |                 | 0<br>0                   |                                       |                 | 0<br>0                   |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       |                 |                          |                                       |                 |                          |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 0               | 0                        | 0                                     | 0               | 0                        |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       |                 |                          |                                       |                 |                          |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro

Programme n° 854 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022  | CP 2022   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>0</b>                                      | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>0</b>  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>0</b>  | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>0</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>0</b>                        |

## RESTES À PAYER

|  |   |  |   |   |   |
|--|---|--|---|---|---|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                 |   |  |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>0</b>                                    |   |  |   |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>0</b> | – | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>0</b> |   |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>0</b>  | – | CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>0</b>                        | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>   |   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>0</b> |   |
|  |   |  |   |   | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR



**Justification par action****ACTION****01 – Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro**

| Action / Sous-action  | Autorisations d'engagement |               |       | Crédits de paiement |               |       |
|---|----------------------------|---------------|-------|---------------------|---------------|-------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total | Titre 2             | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>  |                            |               |       |                     |               |       |
| <i>Réalisation</i>  |                            |               |       |                     |               |       |
| 01 – Soutien financier aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro |                            |               | 0     |                     |               | 0     |
|   |                            |               | 0     |                     |               | 0     |

À la suite de la mise en œuvre d'un deuxième plan d'assistance financière à la Grèce par le FESF en mars 2012, suivi d'un troisième programme par le MES en août 2015 qui a expiré en août 2018, aucun déboursement n'a eu lieu depuis 2012.